



A LA DRFIP NORD, TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 10 OCTOBRE

Depuis plusieurs années, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique. Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement ont été annoncées :

- gel de la valeur du point indice,
- rétablissement de la journée de carence,
- perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant". En réalité, **la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation** dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Par ailleurs, le 17 avril 2017, Emmanuel Macron évoquait dans une lettre ouverte « la rémunération au mérite, plutôt que des mesures générales qui s'appliquent à tous de la même manière » **(RESULTAT : GEL DU POINT D INDICE EN 2018)**

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics.

A la DGFIP et plus particulièrement à la DRFIP Nord, nous payons bien cher, en terme de dégradation des conditions de vie au travail, de pertes de droits et garanties.

La réduction des moyens a des conséquences sur les règles de gestion : Fusion des RAN, qui prive chaque collègue d'une affectation au plus proche de ses choix. Aménagement de Structures et du Réseau (ASR) qui continue son travail de sape sur le service public de proximité et les conditions d'exercice de nos missions.

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique et de la DRFIP Nord appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations pour se mobiliser le **mardi 10 octobre prochain**, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.

Les organisations syndicales exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence, des moyens supplémentaires pour notre administration pour lutter contre la fraude fiscale et permettre un meilleur contrôle des deniers publics et un réseau de proximité pour répondre aux besoins des usagers.